



Former des personnels pour rouvrir des lits dans les hôpitaux, une urgence à laquelle le gouvernement doit répondre !



Les hôpitaux publics sont en souffrance ! Des lits ont été massivement fermés, les malades sur les brancards dans les services d'urgence sont le symbole de cette catastrophe. Il faut rouvrir des lits mais le personnel manque. Il faut donc d'urgence former et recruter.

Au Journal Officiel du 30 janvier est parue la loi relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignant-es par patient hospitalisé. Pour que cette loi ne devienne pas un motif de fermetures lors de son application au 1er janvier 2027 - c'est dans moins de deux ans - cela suppose des infirmier-es, des aide-soignant-es.

Or, qu'a-t-on appris ? Par un communiqué du 19 décembre, Régions de France alertait : l'Etat reste silencieux sur la poursuite du Protocole État-Régions en faveur des formations sanitaires et sociales.

Le projet de loi de finances pour 2025 n'a pas intégré les compensations financières nécessaires, mettant en péril ces formations essentielles. En l'absence de garanties, certaines régions pourraient revenir au niveau d'offre de 2019, entraînant une fermeture de centaines voire milliers de places dans les instituts de formation, notamment pour les infirmier-es et aides-soignant-es. Cette situation pourrait avoir des conséquences graves sur le système de santé et l'accès aux soins. Depuis, un message circule : « cela va s'arranger ! ». Mais concrètement, rien ! Il faudrait un engagement dans la durée !

Sur le terrain, on apprend qu'à l'Institut de formation de Marmande le Conseil Régional (Nouvelle-Aquitaine) a supprimé 23 places d'élèves infirmier-es sur 75 et 10 d'aides soignant-es sur 40 pour la prochaine rentrée. Ce sont aussi les budgets de promotion professionnelle des hôpitaux qui sont réduits à portion congrue.

Les ministres de la santé se succèdent à un rythme rapproché ! Qu'attend l'actuel ? Passer le bébé à son successeur ? Ce n'est pas sérieux. Notre pays a besoin d'engagements durables dans la formation de soignant-es. Les écoles d'aide-soignant-es ne sont pas pleines, les élèves infirmiers abandonnent massivement en cours d'étude.

Pour la Coordination Nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité et les Comités locaux de défense, des mesures sont urgentes : supprimer Parcoursup pour les formations d'infirmier-es, ouvrir massivement des places dans les écoles d'infirmier-es avec les budgets correspondants pour un enseignement de qualité - la fréquente multiplication des cours en visio ne permet pas le soutien nécessaire - et salarier les apprenant-es pendant leur formation en échange d'un engagement de service public.

12 Mars 2025